

Partenariats intersectoriels pour la conservation, la gestion durable et l'amélioration des moyens de subsistance dans la Réserve de Biosphère des Monts Nimba, République de Guinée

La présente étude de cas appartient à une série de cinq, préparées par Fauna & Flora International (FFI) dans le cadre du projet financé par l'USAID *La vie en péril — Conserver la biodiversité et reconstruire des moyens de subsistance dans des situations de catastrophe naturelle et de conflit humain*. Ce projet a été pour FFI l'occasion de se pencher sur des expériences de travail en collaboration dans le secteur de la conservation et en dehors de celui-ci, en fonction de cinq sites dont la biodiversité et les ressources locales ont été menacées par des catastrophes naturelles ou par des conflits humains. Ces cinq sites sont le Maya Golden Stream Landscape, Belize; les monts Cardamome, Cambodge; les monts Nimba, Guinée; la forêt d'Ulu Masen dans la région d'Aceh, Indonésie, et le parc national de Sapo, Libéria. Ces études de cas présentent, dans leurs grandes lignes, les expériences de FFI ainsi que les leçons apprises sur chaque site. Les cinq études sont disponibles sur www.fauna-flora.org, de même qu'un article mettant en relief la logique de la collaboration intersectorielle et des recommandations préalables à ce type de travail dans les situations consécutives à des catastrophes naturelles ou à des conflits humains.

On peut dire que depuis un certain nombre d'années l'insécurité récurrente et l'instabilité politique caractérisent toute la sous-région Ouest Africaine dont la Guinée. Au Libéria proche, la guerre civile a duré 14 ans. Elle prit fin en 2003 et l'ancien président libérien, Charles Taylor, fut exilé au Nigeria. La sous-région entière avait été déstabilisée, et des vagues de réfugiés traversèrent la frontière guinéenne. Cet afflux soudain de population provoqua la dislocation intégrale du tissu économique et social, spécialement dans le sud de la Guinée, où l'organisation Fauna & Flora International (FFI) est présente (région des monts Nimba). La majorité des réfugiés ne sont pas retournés au Libéria à la fin de la guerre et, comme ils ne bénéficient pas d'une aide suffisante, qui faciliterait leur intégration dans la société guinéenne, ils continuent d'exercer de nombreuses pressions sociales et environnementales sur les ressources limitées de la région, ce qui influence, par contrecoup, la méthode de travail de FFI.

Sur le plan intérieur, la Guinée a été le théâtre d'une agitation politique presque incessante au cours des 20 dernières années, en partie à cause de l'impopularité du gouvernement de feu le général président Lansana Conté. Le régime prit fin en décembre 2008 après la mort de Conté et la prise du pouvoir par une jeune junte militaire qui gouverne le pays aujourd'hui. Le régime de Conté était caractérisé par une administration centralisée, peu présente sur le terrain, une corruption généralisée, les détournements de fonds publics et l'impunité des criminels, enfin l'impropriété de l'approche des questions liées à l'environnement. Bien que la junte laisse espérer des changements positifs, spécialement pour ce qui concerne la gouvernance de l'environnement, l'effet de ces changements ne sera pas perceptible avant un certain temps.



Vue depuis le Mont Leclerc sur les Monts Nimba (Credit: J Holden/FFI)

La chaîne des monts Nimba, répartis entre la Guinée, le Libéria et la Côte d'Ivoire, est caractérisée par une végétation qui va de la forêt tropicale humide typique des plaines de la Haute Guinée aux pâturages de haute altitude. Les montagnes et leur voisinage immédiat abritent une riche biodiversité, dont un certain nombre d'espèces endémiques à la région comme la loutre à cou tacheté des monts Nimba et le crapaud vivipare d'Afrique. En raison de cette richesse biologique actuellement menacée par l'expansion humaine et les initiatives de développement dont l'activité minière, les monts Nimba ont été identifiés comme l'un des sites prioritaires de conservation de l'Afrique occidentale humide.



Peu de personnes ont les moyens de payer le transport; ceux qui peuvent le faire louent des camionnettes pour les emmener au marchés où ils vendent des produits agricoles et achètent des produits pour les revendre chez eux. (Credit: M Taylor/FFI)

En 2008, la Guinée, où l'espérance de vie, les taux d'alphabétisation et de mortalité maternelle et infantile sont parmi les plus désastreux du monde, a été classée au 167^{ème} rang mondial, sur 179, de l'Indice de développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement. Dans le haut bassin du Cavally, qui comprend la région des monts Nimba, une population estimée à 59.000 habitants dispersés dans une centaine de villages vivent dans un état de pauvreté extrême. Une forte mortalité infantile accable la région, l'assainissement et la propreté des sources sont insuffisants, au-dessous des normes nécessaires au maintien d'une couverture végétale saine dans le haut bassin des cours d'eau qui arrosent la région.

Cependant, dans cette région la croissance de la population est plus importante que la moyenne nationale, soit environ 4,1 % par an, principalement en raison des migrations intérieures. L'important potentiel agricole de la région, ses activités commerciales forestières et la prospection de minerai de fer attirent de nombreux immigrants ainsi que des réfugiés du Libéria. Cet important taux d'immigration se répercute sur les populations autochtones manon et konon de la région. L'économie locale se développe principalement dans le secteur informel, spécialement pour ce qui concerne des activités de subsistance exerçant un impact direct sur les ressources naturelles. Environ 80 % ou plus de la population permanente dépendent de la production d'une agriculture de subsistance dont les éventuels surplus sont vendus sur les marchés locaux.

Travailler en partenariat

FFI participe en Guinée à plusieurs opérations en partenariat liées les unes aux autres, bien que caractérisées par des facteurs de déclenchement et d'incitation différents mais qui toutes, à ce jour, visent principalement la Guinée forestière (dont la région des monts Nimba fait partie). La Guinée est riche en biodiversité et en ressources minérales, mais sa

capacité de gestion, spécialement pour ce qui concerne les ressources de la biodiversité, est des plus réduites. C'est pour cette raison qu'en 1999 un partenariat stratégique a été conclu entre FFI et le Centre de gestion de l'environnement des monts Nimba (CEGEN). Le CEGEN s'est vu confier un mandat de protection et de gestion de la Réserve de la biosphère des monts Nimba (comprenant les collines de Bossou, la forêt de Déré et la partie guinéenne de la chaîne des monts Nimba classée comme site au patrimoine mondial en péril), ultérieurement étendu à la région voisine des monts Simandou – et le CEGEN est devenu le CEGENS. Le partenariat du CEGENS et de FFI a pour objectif la mise en place et la consolidation du potentiel économique, en même temps que l'élaboration de stratégies permettant de rapprocher les objectifs de la conservation, les intérêts miniers et la subsistance des communautés locales.

En 2006, FFI a noué des relations avec deux ONG locales du secteur du développement, l'Union des volontaires pour le développement intégré de Zantompiézo (UVODIZ) et l'Association universelle pour le développement de la Nouvelle Génération (AUDNG). Le partenariat avec l'UVODIZ résulte de la sensibilité croissante à la dégradation des forêts des collines de Bossou et des zones environnantes où vit une population assez importante de chimpanzés de l'ouest, et de l'extrême pauvreté à laquelle les populations locales sont réduites. Le partenariat avec l'AUDNG a également été institué en vue de traiter les problèmes locaux de développement et de conservation, une attention particulière étant accordée à la mise à la disposition des communautés locales de sources alternatives de revenus et de protéines en raison de la limitation de la chasse et du commerce du gibier.

Ces partenariats avec des ONG comportent deux volets. En premier lieu, ils visent à élargir la portée des opérations de FFI dans le sud de la Guinée en entamant une collaboration avec d'autres acteurs dont les activités influencent, directement ou indirectement, la conservation de la biodiversité et de la gestion environnementale. En second lieu, ils sont mis en place en vue de fournir une assistance technique immédiate à de nombreuses nouvelles organisations opérant au niveau des collectivités (CBO). Du fait que les deux ONG mentionnées ci-dessus aient participé aux activités de parrainage similaires dans d'autres communautés régionales, FFI a estimé qu'elles étaient adéquatement équipées pour fournir l'assistance technique nécessaire aux CBO.

FFI a également noué des relations avec trois CBO officielles: Association de Lola des femmes vendeuses de viande de brousse, Association des chasseurs de Gbakoré et de Zouguépo et Association des femmes de Bossou. Les deux premières relations résultent de l'initiative de FFI sur la chasse et filière viande de brousse dans la région des monts

Nimba (NHBI) ayant travaillé en association avec les chasseurs de trois villages de la région des monts Nimba dont Gbakoré, Zouguépo et Séringbara. Ce travail a été l'occasion de souligner le rôle crucial joué dans la chaîne de l'offre par les femmes qui vendent le gibier sur le marché local de Lola. FFI et le CEGENS travaillent avec ces femmes à la mise en place d'un système viable qui permettra de contrôler et de gérer les activités associées à la faune sauvage dans la région. En 2006, l'Association des femmes de Bossou a été cooptée en vue d'assurer que les activités pratiquées dans les environs de la zone sensible des collines de Bossou ne soient pas préjudiciables au site. Les relations avec les groupes de femmes et les associations de chasseurs se consolident. Au nombre des réalisations régionales récentes de ces dernières années figurent un élevage pilote d'aulacodes, une exploitation porcine et une exploitation piscicole d'où les bénéficiaires et leurs familles tirent leur subsistance sans devoir recourir à la chasse et au commerce du gibier. Les partenaires ont mis en place des modalités de collaboration aux termes desquelles l'AUDNG et l'UVODIZ fournissent une assistance technique aux CBO, tandis que FFI assure un rôle global d'orientation stratégique, de planification technique et de recherche de financement.

Réalisations des partenariats: résultats pour la conservation et les moyens de subsistance

Les données relatives au suivi du commerce du gibier fournies par NHBI montrent que les quantités mises en vente sur le marché local ont progressivement diminué, au fur et à mesure que la chasse et le piégeage perdaient beaucoup de leur importance dans le groupe des trois zones strictement interdites de la Réserve de la biosphère des monts Nimba. Les leçons tirées de cette phase du projet ont été consolidées puis appliquées dans d'autres zones – deux autres sites de la région des monts Nimba ainsi que dans le Parc national de Sapo au Libéria.

Des infrastructures ont été mises en place en vue de soutenir la production de sources alternatives de protéines animales autres que le gibier. Cette initiative a permis de développer des sources de revenus pour les anciens chasseurs et vendeurs de gibier et leurs familles, de façon à diminuer la dépendance non durable vis-à-vis des ressources naturelles. En outre, les CBO se sont vu confier la responsabilité de contrôler leurs ressources en gibier et de gérer les entreprises génératrices de revenu à leur propre bénéfice et avec une aide extérieure réduite.

Le projet Gibier des monts Nimba a rapporté des bénéfices bien réels aux communautés locales. D'après les propres mots du ministre guinéen de l'agriculture, le partenariat a aidé les bénéficiaires du projet à croire que les initiatives de conservation et de développement peuvent effectivement

dépasser les attentes et faire face à l'une des causes sous-jacentes de la destruction des ressources de la biodiversité. Le partenariat conclu avec les CBO est, en effet, le plus gratifiant dans la perspective des communautés locales.



Peu d'enfants dans la région de Nimba arrivent à finir l'école secondaire (Credit: M Taylor/FFI)

dépasser les attentes et faire face à l'une des causes sous-jacentes de la destruction des ressources de la biodiversité. Le partenariat conclu avec les CBO est, en effet, le plus gratifiant dans la perspective des communautés locales.

«Jamais aucun projet n'a, à l'égal de celui-ci [initiative d'élevage porcine], touché à ce qui est le plus important pour la population locale, ni ne l'a aidée aussi directement dans sa lutte contre la pauvreté dans cette région instable». Leader de l'Association des femmes vendeuses de gibier de la région de Lola.

Des évaluations des besoins en termes de potentiel économique ont été régulièrement effectuées en vue d'assurer que les besoins institutionnels du moment sont satisfaits. Le personnel du CEGENS a reçu une formation en anglais, et un centre de ressources a été mis à sa disposition. Le bureau du CEGENS a été déplacé de Conakry en Guinée forestière, et ainsi rapproché des monts et des réalités du terrain.



Beaucoup de jeunes hommes chassent à cause du manque de sources alternatives de revenus (Credit: M Taylor/FFI)

Au moins 100.000 dollars US de fonds destinés à la conservation ont été levés (et 150.000 dollars USD de plus affectés au Parc national de Sapo) pour les 2 années à venir, dans l'objectif clairement établi de soutenir davantage les initiatives de conservation grâce à des méthodes de gestion intégrée et participative. Déjà, la nouvelle délimitation des frontières et le reboisement des zones ravagées ont été entrepris. Il est permis d'espérer que cette tâche apporte des éléments de réflexion en vue de mettre au point des réformes des politiques de la vie sauvage, spécialement pour ce qui concerne la dévolution du pouvoir, de l'administration centrale de Conakry aux utilisateurs des ressources locales vivant dans les habitats considérés et dans le voisinage de ceux-ci.

À la différence des pays voisins comme le Libéria, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire, l'environnement international et les ONG du secteur du développement n'ont commencé à travailler en Guinée que récemment, et peu d'entre elles y ont des programmes bien en place. Le réseau entier d'organisations de la société civile à l'échelle nationale est encore balbutiant, et très peu sont en mesure de fonctionner efficacement sans assistance technique et financière extérieure. Au cours des trois dernières années, FFI a visé un certain nombre de ces ONG locales, auxquelles elle a fourni l'assistance nécessaire à la progression dans leur stratégie opérationnelle à ce stade précoce de leur développement. Grâce à l'aide supplémentaire actuelle, elles peuvent étendre leur action, à la fois géographiquement et thématiquement aux de la région des monts Nimba, et peut-être au-delà. Récemment, FFI a aussi mis en place un projet transfrontalier de développement d'une plateforme intersectorielle de gouvernance environnementale étendue à toute la région des monts Nimba, ce qui aura sans aucun doute pour effet de faire évoluer qualitativement les enjeux régionaux et d'attirer davantage l'attention internationale.

L'influence régionale de FFI a facilité la collaboration des parties intéressées de différents secteurs dont l'administration,

les ONG et les CBO concernant les besoins en matière de conservation et de développement sur le terrain. De nouveaux partenariats intersectoriels, en cours d'exploration, devraient consolider la réussite des programmes de travail actuels. Par exemple, le nouveau plan de partenariat avec le groupe minier Société des Mines de Fer de Guinée vise à mettre en place la durabilité financière des entreprises communautaires actives dans le secteur du gibier dans la région des monts Nimba. En même temps, la société minière Rio Tinto envisage de fournir une assistance aux entreprises d'élevage piscicole et d'aulacodes de la région du mont Simandou, en vue de les aider à accéder à l'autonomie financière. FFI prévoit également de mettre au point de nouveaux partenariats avec des agences de développement, comme le PNUD, en vue de fournir une expertise technique dans le cadre de futures initiatives. Toutes les relations nouées doivent répondre aux besoins et aux intérêts des organisations locales sur le terrain, mais aussi faire face aux problèmes et aux menaces, comme la réapparition de conflits civils.

Enjeux

L'une des difficultés manifestes du travail en Guinée, et dans toute la sous-région, concerne la planification à long terme, compte tenu de la volatilité des institutions, de la dynamique politiques, et des conflits armés récurrents, caractéristiques de longue date de cette partie de l'Afrique. Il y a d'autres enjeux inhérents à la région et comportant des implications immédiates ou à long terme concernant la gestion des ressources naturelles et de la durabilité environnementale dans des zones critiques, comme la Réserve de la biosphère des monts Nimba (questions de gouvernance, mobilisation de l'assistance et mise en place d'un potentiel de biodiversité dans des communautés pauvres et isolées.

La gouvernance environnementale et la durabilité sont des aspects négligés en Guinée, et les questions concernant la biodiversité et l'environnement ont été négligées par la législation jusqu'en 1984. Le pays est resté en retard sur la plupart des aspects de la gouvernance environnementale rapport à d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest, même ceux qui ont récemment été exposés aux conflits armés. Cependant, la Guinée dispose désormais de lois concernant la gestion de la biodiversité et de l'environnement. Elle a même signé plusieurs accords multilatéraux concernant l'environnement. L'administration et les organisations de la société civile souffrent toutefois encore d'une lourde déficience de potentiel technique et institutionnel, à l'échelle nationale et spécialement dans la région des monts Nimba, sans lesquels elles ne peuvent ni appliquer ni renforcer efficacement la législation actuelle. Le renouvellement continu des personnels et le manque d'opportunités de formation du personnel en place font qu'ils ignorent les

problèmes actuels et futurs sur la gestion des ressources naturelles et la durabilité de l'environnement, de même que les liens existant entre ceux-ci et les problèmes de développement. Les jeunes institutions et organisations sont faibles mais porteuses d'espoir, et pour cette raison il faut les soutenir. Il y faudra du temps et un véritable engagement - les ingrédients que FFI apporte dans ces partenariats.

Jusqu'à une date récente, le manque d'organisation et de coordination entre les ministères se sont ajoutés aux difficultés. Les responsabilités ministérielles se chevauchent: par exemple, le CEGENS dépendait du ministère de l'environnement tandis que l'administration des forêts, des eaux et de la faune relevait du ministère de l'agriculture. Et même après que les responsabilités ont été réorganisées à l'échelle nationale, les activités qui ne sont toujours pas coordonnées à la base entre les deux ministères continuent de se chevaucher et de susciter des conflits. La coordination dépend du bon vouloir individuel des responsables locaux davantage que de dispositions institutionnelles cohérentes. C'est une caractéristique qui accentue l'importance des individus dans les partenariats, de même que de la stabilité du personnel.

Les monts Nimba ne sont pas riches qu'en ressources naturelles renouvelables, mais aussi en ressources naturelles non renouvelables comme le minerai de fer, qui a entraîné la prolifération d'acteurs divers et variés aux intérêts contradictoires. Il n'existe pas de plateforme de consultation et d'échange d'informations concernant les questions de gouvernance environnementale, de sorte que toutes les parties intervenant dans la gestion des ressources environnementales de la région des monts Nimba, le secteur des entreprises, les ONG locales et internationales et les communautés agissent dans des conditions de quasi isolement. Toutefois, avec l'aide du gouvernement britannique, FFI met en place une plateforme intersectorielle de gouvernance environnementale de la région des monts Nimba qui ne traitera pas que les problèmes du côté guinéen de la frontière, mais ceux de tout l'écosystème des monts Nimba, indépendamment des frontières politiques.

Même après une décennie de travail en Guinée, FFI est souvent encore perçue par les partenaires locaux comme un organisme donateur. Certains partenaires sont clairement informés du statut de FFI - une organisation du secteur de la conservation qui travaille avec eux dans le cadre des missions spécifiques. Il n'empêche que ceux-ci préfèrent que FFI se cantonne dans le rôle de courroie de transmission. Ceci n'a rien de surprenant dans un pays où l'impunité, la corruption et le détournement de fonds publics ont été, jusqu'à une date récente, les principales caractéristiques de la gouvernance. Ce sont, cependant, autant de signes de la nécessité d'une action soutenue de sensibilisation et d'éducation visant à clarifier la communauté d'intérêts et la compréhension mutuelles des partenaires, et à maîtriser les attentes.

Relier les initiatives de développement aux objectifs de conservation peut être un réel défi, spécialement si les groupes locaux n'ont que des moyens réduits, parvenant tout juste à fonctionner sans aide extérieure. Or, il est extrêmement difficile de s'assurer de la bonne compréhension de la relation entre ces investissements et les objectifs de FFI dans le secteur de la conservation.

Leçons apprises

Jusqu'ici, les leçons tirées de l'expérience de la région des monts Nimba confirment ce qui s'est avéré juste sur d'autres sites de part le monde: les initiatives réussies sont celles qui tiennent compte des points de vue et des intérêts des partenaires et des communautés locaux. Dans un contexte où les rares interventions effectuées à l'échelle régionale sont restées limitées ou bien n'ont exercé aucun impact sur les moyens de subsistance des communautés locales, l'élargissement de la stratégie d'intervention en termes de programmes de conservation *et* de développement communautaire peut faire toute la différence. Travailler en fonction de programmes clairement définis, transparents et faisant l'objet d'une communication adéquate et reflétant les principales priorités de tous les partenaires est un autre facteur essentiel de progression.

La stabilité du personnel influence la planification et la gestion à long terme. Sous le précédent régime, il y avait dans les ministères un renouvellement continu et rapide du personnel. FFI a eu à faire à trois directeurs généraux différents du CEGENS, dont chacun avait son approche et sa compréhension propres du fonctionnement des partenariats. Malgré d'occasionnelles différences d'opinions, des efforts ont été faits par les deux parties en vue de mener les partenariats dans la bonne direction et d'éviter tout écart par rapport à l'objectif principal.

Une gouvernance institutionnelle médiocre peut détruire les partenariats. Souvent, cette gouvernance est issue des intérêts individuels de ceux qui détiennent le pouvoir. En revanche, l'impartialité, la volonté de comprendre ces intérêts et l'observation de leur évolution ne peuvent que favoriser une meilleure appréciation des enjeux auxquels sont confrontés les individus et organisations, de même que la mise en œuvre d'approches pertinentes et efficaces des partenariats.

Dans un environnement post conflit, le choix des moyens de subsistance est dicté par la sécurité. Les femmes et les enfants sont généralement les plus vulnérables dans ce type de situation où l'appareil étatique est affaibli, laissant ainsi place à l'anarchie. Dans le cas de l'Association des femmes vendeuses de gibier de la région de Lola, le choix initial d'un mode alternatif de subsistance s'est porté sur la pisciculture.



Des membres de l'Association des Femmes de Bossou: elles sont soutenues par des ONGs locales dans la prise de décisions et dans la gestion de leur initiative pour l'élevage des poissons
(Credit: M Taylor/FFI)

Malheureusement, un important facteur de décision a été négligé: les seuls emplacements possibles des étangs piscicoles étaient éloignés du village. Il est clairement apparu que les femmes n'y seraient pas en sécurité, et des options alternatives ont été explorées. Finalement, les intéressées sont tombées d'accord sur un élevage porcin, qui pourrait être installé dans un lieu plus sûr.

La stratégie opérationnelle de FFI en Guinée est fondée sur l'établissement de relations de confiance avec les organisations partenaires, et avec des individus au sein de celles-ci. La tâche n'a pas toujours été facile. Il arrive en effet qu'au sein des organisations partenaires les individus soient animés par des intérêts personnels, aux dépens de l'objectif collectif à l'origine du partenariat. En Guinée, on a trouvé plus efficace de construire ces partenariats au niveau institutionnel, de sorte

Remerciements

L'action de FFI en Guinée, spécialement dans la région des monts Nimba, ne serait pas possible sans ses partenaires, en particulier : le *Centre de gestion de l'environnement des monts Nimba et Simandou* du Ministère du développement durable et de l'environnement du Gouvernement guinéen, l'*Union des volontaires pour le développement intégré de Zantompiézo*, l'*Aide universelle pour le développement de la nouvelle génération*, l'Association des femmes vendeuses de viande de brousse de la région de Lola, l'Association des chasseurs de Gbakoré et de Zouguépo, et l'Association des femmes de la région de Bossou, ainsi que leurs donateurs, spécialement le Fond de partenariat pour les écosystèmes critiques de Conservation International, le Comité néerlandais de l'IUCN, Rio Tinto, l'Agence américaine pour le développement international, le Fonds pour l'environnement mondial/PNUD et l'Initiative Darwin.



Le présent document a vu le jour grâce à l'aide généreuse du peuple américain et l'Agence des Nations Unies pour le développement international (USAID). Son contenu est la responsabilité de Fauna & Flora International et ne reflète pas nécessairement les opinions d'USAID ou du Gouvernement des États-Unis.

Concernant FFI

FFI est la plus ancienne des organisations internationales de conservation dans le monde. Active dans plus de 40 pays à travers le monde, FFI développe, réalise et gère des projets de conservation de biodiversité en partenariat avec des organisations de pays hôtes. Sa mission est de conserver les espèces menacées dans le monde, en choisissant des solutions durables, basées sur une science solide et tenir compte des besoins humains.

September 2009

que les changements de personnel ou l'éventuelle difficulté relationnelle avec certains de ses membres n'empêchent pas la poursuite des relations.

Les ONG locales sont à même d'assister efficacement les CBO, si celles-ci sont adéquatement motivées et conseillées. L'UVODIZ et l'AUDNG ont toutes deux une bonne connaissance de l'environnement local et sont adéquatement motivées. Elles constituent donc une structure de travail fiable. L'AUDNG fournit l'assistance vétérinaire indispensable à l'élevage porcin de l'Association des femmes vendeuses de gibier de la région de Lola, tandis que l'UVODIZ, dans la région de Bossou, fournit l'assistance technique sans laquelle l'initiative piscicole ne pourrait fonctionner. Cette approche « en cascade » s'avère parfaitement efficace pour fournir à un certain nombre de partenaires l'aide dont ils ont besoin.

La dévolution de pouvoir de l'administration centrale aux communautés locales les plus proches des ressources de la biodiversité est de mieux en mieux acceptée. Elle est présentée comme ingrédient nécessaire pour la conservation à long terme et de l'utilisation durable des ressources. Cependant, la capacité qu'ont les communautés locales et les utilisateurs des ressources d'assumer ces responsabilités est souvent surestimée, comme cela a été le cas dans la région des monts Nimba. Un examen récent des forces et des faiblesses des groupes communautaires indique qu'une assistance à long terme, indispensable à leur fonctionnement efficace et durable, les aidera à remplir leurs rôles et assumer leurs responsabilités concernant la gestion des ressources naturelles locales.